RAPPORT D'ACTIVITÉS
2022-2023

Document adopté
à l'assemblée générale annuelle
du 6 juin 2023

Préparé par André Bilodeau, directeur
Et Karyne Pigeon, adjointe à la direction

3115, montée Saint-Hubert
Saint-Hubert (Québec) J3Y 4J2

Téléphone : (450) 676-8940 Télécopieur : (450) 676-7696

www.reseaudhabitationschezsoi.org

Table des matières

1. **INTRODUCTION** 1

2. **RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION** 3

3. **MOT DU DIRECTEUR** 4

4. **RAPPORT D'ACTIVITÉS AU 31 MARS 2023** 5

Survol Statistiques Générales 7

Projet Vers un chez soi (Chronique et situationnel) 13

Projet SRA-Provincial 15

Projet Plan d'Action Interministériel en itinérance (PAII) 17

Projet Mesure d'urgence et insalubrité 19

5. **L'ACCOMPAGNEMENT AU *RÉSEAU D'HABITATIONS CHEZ SOI*** 23

6. **STATISTIQUES DU 1ER AVRIL 2022 AU 31 MARS 2023** 25

6.1. Portrait des demandes 25

6.2. Statut des accompagnements 26

6.3. Évaluation des appels reçus 30

1. INTRODUCTION

UN PEU D'HISTOIRE

Le Réseau d'Habitations Chez Soi est un organisme sans but lucratif qui a été légalement constitué le 20 janvier 2000.

L'organisme est issu de la table de concertation sur l'habitat des personnes ayant des problèmes de santé mentale de la sous-région de Longueuil. Cette table s'était penchée sur la piètre qualité des conditions d'habitation des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale. Cette clientèle fragilisée et économiquement très pauvre se retrouvait dans des appartements délabrés et trop souvent au-dessus de leur capacité financière. Ce qui entraînait des conséquences très néfastes où certains devaient faire des choix entre payer leur loyer trop élevé ou manger sainement. Bref, les personnes se retrouvaient dans des conditions d'extrême pauvreté en plus de ne pas avoir accès à tout le support communautaire nécessaire.

C'est donc en réponse à cette situation dramatique que le Réseau d'Habitations Chez Soi est né.

Pour la mise en place de ce projet, la Direction de l'organisation des services à la clientèle, de feu la Régie, accordait un premier financement récurrent à l'organisme en lui confiant par le fait même le **mandat*** suivant :

- **Promouvoir le logement social pour la clientèle (mettre à la disposition de cette dernière des logements de qualité à prix modique)**

- **Accompagner les usagers : s'assurer que ces derniers aient accès aux services requis, le cas échéant, offrir de l'accompagnement aux personnes qui ne désirent pas avoir un suivi spécifique tel que le suivi intensif ou le suivi communautaire**

- **Acquérir un ou des immeubles à mettre à la disposition des usagers en besoin**

L'organisme a donc, pendant plus de cinq ans, été financé principalement à l'intérieur du « Programme d'intervention, de réadaptation et de réinsertion sociale avec hébergement en santé mentale ».

De plus, les attentes de notre bailleur de fonds tel que stipulé lors des versements, précisaient un objectif à atteindre, soit, « Développement du soutien au logement en partenariat avec le centre hospitalier Pierre-Boucher et l'hôpital Charles-Lemoyne ».

Bien entendu, depuis dix-huit ans, un transfert de notre financement en appui à notre mission globale a été effectué vers le programme de soutien aux organismes communautaires (P.S.O.C.).

En 2004, un autre événement heureux est venu consolider notre organisme, soit l'acquisition de notre siège social grâce à un financement fédéral via le programme d'initiative de partenariat en action communautaire (IPAC) visant principalement à lutter contre l'itinérance.

C'est donc, riche de cette histoire, que s'exercent depuis plus de vingt-deux ans les activités et services reliés à notre mission.

* Extrait du document : Maison Chez Lise. Le point sur le dossier, les stratégies d'action 18 avril 2001
Direction de l'organisation des services à la clientèle RRSSSM.

NOTRE MISSION

L'organisme doit **par différents moyens et opportunités**, permettre à **des personnes** ayant des problèmes de santé mentale ou à risque d'itinérance de vivre dans un **habitat adéquat et sécuritaire** en plus d'**avoir accès à un soutien approprié** pour améliorer leur qualité de vie.

Notre mission étant la fondation sur laquelle nous avons bâti et développé nos services, il est bon de mentionner notre philosophie ainsi que notre culture organisationnelle qui s'y rattachent.

DIFFÉRENTS MOYENS ET OPPORTUNITÉS…

Au Réseau d'Habitations Chez Soi, nous croyons qu'il existe différentes façons de poursuivre la mission de l'organisme et d'atteindre nos buts. Nous faisons donc preuve de créativité afin de trouver des moyens originaux qui répondent aux nombreux besoins de la communauté : des habitats plus adéquats, des propriétaires sensibilisés, des locataires mieux informés, une communauté plus accueillante.

DES PERSONNES…

Un autre point majeur qui guide nos actions quotidiennes, c'est que pour nous, bien au-delà des problèmes de santé mentale, se retrouve une personne citoyenne à part entière. Cette philosophie de départ nous amène à travailler sur le terrain avec différents acteurs de notre communauté. Ce que certains appellent de l'intersectorialité et que nous nommons de la diversité communautaire. Notre approche vise tout autant l'intégration sociale des personnes que nous accompagnons dans la communauté que l'amélioration de cette communauté, afin que celle-ci accepte les personnes ayant une problématique en santé mentale ou exclue de notre société. Bref, tout un défi…

Nous affirmons par le fait même, haut et fort, que le droit au logement adéquat dans une communauté adéquate est un droit fondamental pour tous les citoyens. Il y a là une responsabilité sociale importante.

Nous affirmons également qu'un habitat adéquat est un déterminant majeur de la santé physique et mentale. Il y a là une responsabilité majeure du réseau de la santé et des services sociaux.

Voilà donc les grandes lignes historiques et philosophiques qui ont guidées et qui guideront les actions et le développement du Réseau d'Habitations Chez Soi.

Nous vous invitons à les conserver précieusement en mémoire lors de la lecture de notre rapport d'activités 2022-2023.

André Bilodeau
Directeur

2. RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nous maintenons le cap.

Cette année, le conseil d'administration s'est rencontré à neuf reprises.

En plus de la gestion des affaires courantes, le conseil a poursuivi la consolidation de l'amélioration des conditions de travail de l'équipe. Nous avons en effet finalisé la mise en place de l'assurance collective. Il demeure fondamental pour le conseil d'administration d'offrir de bonnes conditions de travail, sans quoi, cela peut mettre en danger l'atteinte des objectifs de notre mission. Sans une équipe solide, il ne serait pas possible d'accomplir notre mission.

J'en profite pour féliciter l'équipe pour son travail titanesque. Ce fut toute une année. Bravo au directeur et à l'équipe de choc. Encore une fois, l'organisme a su faire des miracles et prouver la pertinence de sa mission. Vous avez su relever les défis avec des mains de maître.

Je tiens aussi à remercier mes collègues du conseil d'administration ainsi que nos bailleurs de fonds pour leur soutien financier.

Merci à tous,

David Blanchard
Président du Conseil d'Administration

3. MOT DU DIRECTEUR

Retour à l'anormal : une crise qui s'amplifie

J'aurais bien aimé débuter ce mot du directeur avec une note positive, mais malheureusement, quand on se place du point de vue des personnes que nous accompagnons, la réalité n'est pas normale.

En effet, ce n'est pas normal qu'aujourd'hui les personnes aient autant de difficulté à trouver un logement, voire même une simple chambre, parce que leur revenu n'est pas à la hauteur du peu de logements vacants sur notre territoire. Nous avons une crise du logement sans pareil, et bien qu'il y ait différentes réponses gouvernementales dans ce dossier, ces réponses ne sont vraiment pas à la hauteur du problème.

Ceci étant dit, vous constaterez à la lecture de notre rapport d'activités que nous avons donné plus que notre maximum pour offrir du soutien aux personnes prises dans cette crise sans pareil.

J'en profite pour remercier mon équipe de travail pour votre engagement dans cette cause et surtout, pour votre présence auprès des personnes qui nous sollicitent. Ça demande de votre part une solidité et une créativité constante dans vos accompagnements.

Je remercie également notre conseil d'administration qui mets en place les conditions gagnantes pour que nous puissions faire notre travail.

Je remercie également nos bailleurs de fonds car sans vous, rien de tout ça ne serait possible.

Merci,

André Bilodeau
Directeur

4. RAPPORT D'ACTIVITÉS AU 31 MARS 2023

Notre travail avec la collectivité et notre implication dans des lieux de concertation

Notre travail en concertation est une valeur que nous portons depuis le tout début de notre existence. Nous postulons que pour aider les personnes que nous accompagnons à s'intégrer et à bien vivre dans une communauté, nous devons nous-mêmes être un organisme bien réseauté avec cette communauté de façon à participer à sa transformation positive, et par le fait même, offrir aux personnes accompagnées un réseau solide de soutien diversifié et accueillant.

Nous sommes donc très impliqués sur les tables de concertation autant en santé mentale, en logement, en itinérance que dans d'autres lieux multisectoriels.

Notre organisme, représenté soit par la direction, nos intervenantes ou les membres de notre conseil d'administration, a participé à plus de **112 rencontres pertinentes à notre mission, et ce, pour un total de plus ou moins 560 heures de présence**. C'est ce qu'on appelle un réel travail de collaboration avec nos partenaires dans le but d'améliorer la situation des personnes pour qui nous travaillons.

Qu'en est-il de l'impact de nos participations ?

Ce travail avec les partenaires multisectoriels a plusieurs facettes et impacts. Disons tout d'abord qu'il demeure fondamental de continuer de collaborer pour faire avancer différents dossiers ayant des impacts pour les personnes que nous accompagnons. Pensons à la question du développement du logement social qui est au cœur de notre participation au conseil d'administration d'Habitations Communautaires Longueuil ainsi qu'à la Coalition des organismes de l'agglomération pour le droit au logement. Il faut aussi mentionner que cette année le travail collectif en itinérance a continué de bien progresser, et ce, dans un climat où l'on sent de plus en plus que les liens se tissent entre les organismes.

Nous continuons de constater une amélioration du souci de la majorité des acteurs multisectoriels de bien arrimer les différents dossiers portés par leur concertation avec ceux des autres concertations. Il y a de plus en plus de liens communicationnels entre les acteurs. Il faut dire que souvent nous nous retrouvons tous sur différentes tables favorisant ainsi un transfert de connaissance.

Voici donc l'énumération de nos lieux d'implication regroupés par secteur :

LE LOGEMENT :

Objectif actuel : S'assurer qu'il y a développement de logements sociaux sur notre territoire et que les logements privés sont de bonne qualité.

- Coalition des organismes de l'agglomération de Longueuil pour le droit au logement
- Comité de la maison Chez Lise devenu « Un toit pour tous »
- Les assemblées du FRAPRU (Front d'Action Populaire en Réaménagement Urbain)
- Comité sur la crise du logement
- Comité multisectoriel en matière d'insalubrité

L'ITINÉRANCE :

Objectif actuel : Soutenir l'accès à des logements pour tous ainsi qu'à une offre diversifiée de possibilité de soutien pour le maintien harmonieux en logement.

- TIRS (Table Itinérance de la Rive-Sud)
- Conseil d'administration de la TIRS
- Comité régional en itinérance
- Rencontre d'Interaction pour les intervenantes
- RSIQ (Réseau Solidarité Itinérance du Québec)
- Rencontre de gestion SRA-Provincial
- Rencontre des intervenantes SRA-Provincial

LA SANTÉ MENTALE :

Objectif actuel : Promouvoir l'approche alternative et s'assurer d'un accès à des services du réseau de la santé.

- RRASMQ (Regroupement des Ressources Alternatives en Santé Mentale du Québec)
- Table de concertation en santé mentale de la Rive-Sud

LE MULTISECTORIEL :

Objectif actuel : Favoriser le développement social sur notre territoire et une collaboration multi et intersectorielle.

- Corporation de Développement Communautaire de Longueuil (CDC Longueuil)
- Développement social Saint-Hubert (D.S.S.H.)
- Développement social Vieux-Longueuil (D.S.V.L.)
- TROC-M (Table Régionale des Organismes Communautaires de la Montérégie)

Survol de nos statistiques générales

Cette année, nous avons reçu **669 demandes** qui après analyse ont mené à **600 nouveaux accompagnements** faits avec **587 demandeurs différents,** soit **309 femmes** et **278 hommes**.

Il faut aussi y ajouter les **351 personnes** dont les dossiers étaient actifs au début de l'année. Nous avons donc accompagné et supporté plus de **951 personnes, avec leurs proches et enfants,** dans une démarche visant la recherche ou le maintien dans un habitat adéquat.

Ces **951 accompagnements** ont mené à **400 déménagements** dans des habitats plus adéquats au cours de l'année 2022-2023. Signalons également qu'au 1er avril 2023, **466 dossiers** demeurent actifs.

Il est également intéressant de mentionner que les personnes ayant fait une demande à notre organisme nous ont été référées par plus de **97 organismes et établissements** heureux de pouvoir bénéficier de notre expertise. Ce qui confirme l'importance de notre travail en partenariat avec un réseau intersectoriel que nous avons su bâtir et maintenir.

Une autre donnée très préoccupante dans notre réalité organisationnelle c'est que parmi les 669 demandes d'accompagnement reçues au cours de notre année, il y avait **393 de ces demandes dont la personne était sans domicile fixe lors de cette demande. C'est donc 58,7 % de notre total de demande reçue** qui sont en fait des situations d'urgence.

Une autre donnée très parlante quant à l'importance du travail accompli par notre organisme, c'est le nombre d'interventions faites. Nous avons effectué plus de **15 105 interventions** cette année, soit **13 902 téléphoniques** et **1 203 en personne**.

En conclusion de ce survol statistique, nous constatons que les besoins sont énormes à chaque année et que malheureusement nous continuons de faire face à un sous financement de base et à un maintien de notre réponse aux besoins à grands coups de financement ponctuel et incertain.

Participation à l'amélioration de la réponse collective de lutte contre l'itinérance

Encore cette année, notre organisme a investi beaucoup d'énergie pour lutter contre ce fléau qu'est l'itinérance. Avant d'aller plus loin, répondons à la question : **De quoi parle-t-on?**
* Tiré de « Pour une politique en itinérance »

Un processus, pas un profil

Au cours des dernières décennies, plusieurs définitions ont été proposées par différents comités et organisations. Chacune d'entre elles a sa pertinence et met en lumière un ou des aspects particuliers, notamment des contextes régionaux. Nous avons choisi de ne pas proposer une nouvelle définition qui se voudrait « universelle », mais plutôt de faire ressortir les caractéristiques communes de l'itinérance au Québec tout en signalant l'existence de nuances régionales ainsi que les différences qu'il peut y avoir entre les situations d'itinérance vécues selon le genre ou l'âge, ou d'autres dimensions.

Parmi les caractéristiques communes à ces définitions ressortent l'exclusion, l'instabilité et le cumul de problèmes. La réalité de l'itinérance relève d'un processus d'exclusion et de marginalisation. Le terme « itinérance » recouvre une réalité complexe, résultant d'un ensemble de problématiques (notamment celle de l'absence de logement), et devant se résoudre par une combinaison de solutions.

L'itinérance ne saurait constituer un profil attaché à une catégorie ou à un groupe d'individus qui seraient davantage « prédisposés » à se retrouver itinérants : l'itinérance ne doit pas être traitée comme une maladie (au sens épidémiologique). L'itinérance n'est pas non plus une identité et il est déplorable que des personnes restent stigmatisées comme itinérantes alors même qu'elles ont quitté cette condition de vie.

Trois types d'itinérance

L'itinérance caractérise une condition de vie plus ou moins temporaire. On distingue généralement trois types, selon la durée et la fréquence des périodes d'itinérance : situationnelle ou transitoire, épisodique ou cyclique, et chronique. On constate malheureusement dans la plupart des milieux que l'itinérance chronique est plus répandue qu'auparavant et que les périodes d'itinérance se prolongent.

Un phénomène à l'ampleur dramatique

Une réalité complexe

Si l'itinérance est plus ou moins répandue selon les régions, ses visages sont partout les mêmes au Québec. L'itinérance ne se réduit plus à l'image du clochard alcoolique. Maintenant, se retrouvent à la rue des personnes issues des communautés culturelles, incluant des personnes sans statut et des autochtones, population émergente dans les grands centres urbains du Québec. Pour certains, la rue est l'aboutissement d'une longue série de difficultés, alors que pour d'autres, l'arrivée dans la rue est soudaine : perte d'emploi, rupture, problème de santé, faillite.

Si l'itinérance masculine reste majoritaire, les femmes sont de plus en plus nombreuses à vivre l'expérience de la rue, même si l'itinérance des femmes est un phénomène moins visible. La plupart des femmes se retrouvent à la rue suite à un abandon ou à une rupture ou pour fuir une situation violente qui les met dans une précarité extrême au plan tant financier que social. Beaucoup d'entre elles ont des parcours liés à l'errance, sans nécessairement être à la rue, et changent fréquemment de lieu de vie. Celles qui sont avec leur(s) enfant(s) sont particulièrement vulnérables.

L'itinérance se vit à tous les âges

Le spectre d'âge s'élargit aussi : les jeunes sont de plus en plus jeunes et les personnes âgées sont aussi plus nombreuses à vivre un passage dans la rue. Alors que l'itinérance auparavant était le lot de personnes seules, on voit maintenant des couples et de plus en plus de familles (monoparentales ou biparentales) à la rue ou en situation de grande précarité.

Les ressources se retrouvent alors confrontées à une toute nouvelle demande de services. Si l'image du jeune punk avec son squeegee fait maintenant partie du paysage dans les grandes villes québécoises, le portrait des jeunes de la rue est beaucoup plus diversifié, de même que leur parcours : fugueur des centres jeunesse (auxquels s'ajoutent de plus en plus de fugueurs non déclarés), jeune venu de région pour travailler en ville, prostitué, jeune parti passer une fin de semaine loin de chez lui ou qui a été mis à la porte de chez ses parents, utilisateur de drogues, jeune s'insurgeant contre la société, l'autorité, etc. De la même façon, l'itinérance des personnes âgées a aussi plusieurs facettes : elles font face à des problèmes de santé physique plus importants et de perte d'autonomie en plus de problèmes de consommation, d'isolement et de désorganisation courants chez les personnes itinérantes.

Diverses problématiques

Outre les problèmes liés au logement, à la pauvreté et à l'exclusion sociale, les personnes en situation d'itinérance connaissent diverses problématiques de santé ou de santé mentale. Plusieurs vivent avec des maladies infectieuses comme l'hépatite ou le VIH/sida. Beaucoup connaissent la dépression ou des troubles de santé mentale (schizophrénie, troubles de la personnalité, troubles affectifs, etc.). Un grand nombre sont consommateurs d'alcool, de psychotropes (drogues injectables ou non), de médicaments (prescrits ou non) ou sont des joueurs compulsifs.

Des dénominateurs communs

Au-delà des différences d'âge et de genre et des parcours individuels, l'itinérance a plusieurs dénominateurs communs.

Vivre l'itinérance, c'est ne pas avoir de lieu à soi où dormir : nombreux sont ceux qui couchent dans un refuge ou une maison d'hébergement, et il est difficile de savoir combien sont ceux qui le font dans la rue, dans un parc, dans un édifice abandonné, dans une maison de chambres, sur le sofa de quelqu'un, sur une chaise aux urgences, dans une voiture…

Vivre l'itinérance, c'est vivre sans un sou en poche dans une société où tout s'achète. La pauvreté économique est le lot de toutes les personnes itinérantes. Elles doivent compter sur les ressources communautaires d'aide et elles doivent développer des stratégies de survie telles que la quête, le squeegee ou le travail du sexe, qui est de plus en plus répandu.

Vivre l'itinérance, c'est être seul et en détresse : les intervenantEs font le constat que la détresse psychologique est répandue chez les personnes en situation d'itinérance et que plus cette détresse est grande, plus les problématiques s'aggravent, que ce soit la consommation d'alcool ou de drogue, le jeu compulsif, le recours à la violence ou encore les troubles de santé mentale.

Vivre l'itinérance, c'est faire face quotidiennement aux préjugés et à la judiciarisation institutionnalisée. Les personnes en situation d'itinérance sont des citoyenNEs à part entière qui ne se voient pourtant accorder ni droits, ni poids politique. Elles sont de plus en plus judiciarisées : elles subissent répression et discrimination parce qu'elles sont plus visibles dans l'espace public, reçoivent des contraventions et finissent par être incarcérées.

Elles ne sont pas considérées au même titre que les autres citoyens et sont souvent victimes du syndrome du « pas dans ma cour ». Les ressources qui leur viennent en aide sont aussi touchées par le même syndrome : plusieurs ont vu leur implantation bloquée par des citoyens ou des pouvoirs publics récalcitrants.

Vivre l'itinérance, c'est faire face à tous ces problèmes en même temps. La complexité des situations est un enjeu majeur… La pauvreté économique, l'absence de toit, la santé, la consommation, la vie sociale et communautaire forment un tout sur lequel il faut intervenir. Surtout, c'est lorsque l'accompagnement et le support tardent à venir que les situations s'aggravent au point que les personnes se retrouvent tellement désaffiliées et désorganisées que leur situation devient très lourde à renverser.

L'itinérance, des enjeux pour la collectivité

L'itinérance concerne de plus en plus de personnes parce que **le filet social se détend et le contexte sociopolitique crée de l'exclusion et de la pauvreté**. L'itinérance est un phénomène social causé avant tout par un ensemble de facteurs structurels auxquels il faut s'attaquer pour le prévenir et le réduire.

Parmi les **facteurs structurels**, on retrouve la pauvreté, le chômage, les mutations de la famille et de l'économie et les migrations vers les centres urbains. Le marché de l'emploi est de plus en plus un facteur d'exclusion à cause de la précarisation et des difficultés d'accès. La pénurie de logements abordables a un impact majeur et direct sur l'augmentation de l'itinérance. De plus, différentes réformes ont conduit à un désengagement de l'État : dans le domaine de la santé et de services sociaux, dans le soutien au revenu (aide sociale, assurance emploi), le logement social (arrêt des investissements fédéraux), etc. Enfin, parmi les facteurs structurels, soulignons des dimensions socioculturelles telles que la stigmatisation des personnes aux prises avec un problème de santé mentale ou de toxicomanie ainsi que de celles ayant un passé institutionnel.

Les personnes assistées sociales de même que les jeunes font aussi face à une discrimination croissante, notamment dans l'accès au logement. La faiblesse des grandes valeurs collectives de solidarité et de justice sociale soutenant un projet de société peut aussi être considérée comme un facteur d'exclusion ayant pour conséquence la montée de l'intolérance. À ces facteurs structurels se combinent des facteurs individuels : des histoires de vie marquées par des échecs, des situations de crise, de difficultés profondes, de ruptures, des problèmes de santé mentale, de dépendances (toxicomanie, jeu compulsif, alcoolisme, etc.), de violence familiale. Le faible niveau de scolarisation, l'isolement social, l'âge, la faible estime de soi ou des problèmes de santé physique peuvent également accentuer la vulnérabilité des personnes.

Il y a de plus en plus d'itinérance chronique parce que **les situations des personnes sont de plus en plus complexes** et que les portes de sortie sont alors de plus en plus difficiles à franchir. Certes, l'itinérance se vit de plusieurs façons, mais la réponse de la collectivité au phénomène influence la durée des périodes d'itinérance et les impacts sur les individus à long terme, notamment en matière de possibilités d'insertion / réinsertion sociale.

Certains se retrouvent dans un cul-de-sac parce qu'**il n'existe pas assez de ressources en mesure de les** accompagner dans toutes les dimensions de leur parcours, parce qu'il faudrait **des interventions toujours plus pointues, à long terme, qui placent la personne au centre de sa démarche**.
Par ailleurs, les groupes communautaires sont souvent astreints à des obligations de résultats qui se conjuguent mal avec l'**approche qualitative, globale et à long terme** qu'exige l'intervention en itinérance.

Les groupes communautaires connaissent souvent une situation de sous-financement, ce qui contribue au **débordement des ressources**. Beaucoup de groupes déplorent aussi un manque de moyens qui les empêche d'assurer un **accompagnement ou un suivi après la sortie de la rue** auprès des personnes avec lesquelles ils ont créé des liens significatifs.

C'est ainsi que des personnes trouvent des portes fermées. Elles passent alors d'une ressource à l'autre, d'une région à une autre, dans l'espoir d'y trouver l'accompagnement adéquat. La mobilité des personnes est grande et constitue un défi pour la continuité de l'intervention.

Finalement, beaucoup retournent à la rue faute d'alternative. Un autre point très important que nous découvrons à la lecture de nos statistiques c'est que les personnes sans domicile fixe nous sont référées par **76** partenaires différents.

Elles nous arrivent de tous bords tous côtés et pour la majorité, référées par des organismes n'étant pas identifiés comme des organismes itinérance. Ce point démontre qu'il est fondamental de développer une réelle communauté multisectorielle engagée, informée et efficace dans la lutte contre l'itinérance.

Mais avant, voici le tableau de ces référents.

PERSONNES SANS DOMICILE FIXE AYANT FAIT UNE DEMANDE TÉLÉPHONIQUE

393 personnes référées par 76 organismes et institutions

Abri de la Rive-Sud	6	Halte du coin	18
Accès	6	Hébergement la Casa Bernard-Hubert	6
Agent de probation	2	Hôpital Charles-Lemoyne	27
Ancien dossier	21	Hôpital Pierre-Boucher	11
APAMM-RS	1	Initium	1
ATCCM	1	Internet	10
C.L.S.C. des Patriotes	1	La Clé sur la Porte	1
C.L.S.C. des Seigneuries	1	L'Antre-Temps	3
C.L.S.C. de Trois-Rivières	1	La Re-Source	2
C.L.S.C. Longueuil Ouest	2	L'Avant-Toit	1
C.L.S.C. Saint-Hubert	10	Le 2159	3
C.L.S.C. Samuel de Champlain	10	Le Relais	1
C.L.S.C. Simonne Monet Chartrand	13	Ligne 811	1

CAB St-Bruno	1	Ligne 211	9
Carrefour le Moutier	1	Ligne 311	9
Carrefour pour elle	29	Macadam Sud	4
Citoyen	44	Maison Brodeur	1
Clinique externe psychiatrie Charles-Lemoyne	16	Maison de la Paix – La Chaumière	1
Clinique Médi-Soleil	1	Maison Internationale de la Rive-Sud	2
CMR	1	Maison La Passerelle	1
Collège Marie-Victorin	1	Maison Pharillon	1
Comité Logement Rive-Sud	5	Mosaïque	1
Croisée de Longueuil	1	OMH de Longueuil	12
Croix-Rouge	2	OMH de Marguerite-d'Youville	1
Député	2	Pavillon Foster	4
DPJ	9	Pavillon Marguerite de Champlain	6
École Charlotte-Tassé	1	PEP – Charles-Lemoyne	4
École Pierre-Dupuis	1	Police	1
Entraide Chez Nous	3	Repas du passant	2
Entre-Deux	1	Service IMTM	1
Équipe de proximité Charles-Lemoyne	2	Service Québec	1
Équipe de proximité Pierre-Boucher	9	Travailleur de milieu St-Bruno	1
Espoir	3	Villa Medica	2
GMF 3090	1	Ville de Brossard	2
GMF Lapinière	2	Ville de Longueuil	24
GMF-U Charles-Lemoyne	2	Ville de St-Amable	1
Habitation Paul-Pratt	1	Virage	3

Cette année, nous avons poursuivi notre projet VCS avec les autres partenaires et nous constatons un raffinement intéressant de nos collaborations, et ce, pour le plus grand bien des personnes accompagnées. Évidemment, nous continuons de travailler avec tous les autres acteurs, ne faisant pas partie de ce projet, et là encore, les collaborations vont bon train permettant d'offrir aux personnes, itinérantes ou à risque, un grand réseau de possibilité de soutien.

Regardons maintenant quelques chiffres concernant notre travail d'accompagnement.

Statistiques projet Vers un chez-soi (chronique et situationnel)

Cette année, c'est **259 demandes d'accompagnement** qui ont été acceptées et faites. Ces accompagnements ont mené à la relocalisation de **141 accompagnés**. Nous utilisons le terme « accompagné » parce qu'il inclut plus de **369 personnes** dans les faits. C'est-à-dire que nous y retrouvons **166 personnes seules**, **60 familles monoparentales**, **17 familles biparentales** et également **16 couples**. Encore une fois, ce fut donc un travail colossal effectué par nos intervenantes.

Pour réussir ces accompagnements, c'est plus de **4918 interventions** diverses qui ont été effectuées, allant de la recherche et la visite de logements, l'accompagnement vers des banques alimentaires, la recherche de meubles, la gestion de crise, la signature de baux, etc. Voilà donc, en quelques mots, le portrait des multiples services offerts aux personnes dans ce projet. On y constate rapidement que la lutte contre l'itinérance va bien au-delà du simple fait de trouver un logement, et ce n'est là qu'une partie de la réalité.

Statistiques Vers un chez-soi			
Du 1er avril 2022 au 31 mars 2023			
Chronique/épisodique		**Situationnel/transitoire**	
Nombre de demandes	104	Nombre de demandes	155
Logements trouvés	53	Logements trouvés	88
Interventions		**Interventions**	
Téléphoniques	2060	Téléphoniques	2499
En personne	161	En personne	198
Sexe		**Sexe**	
Femmes	38	Femmes	100
Hommes	66	Hommes	55
Groupe d'âge		**Groupe d'âge**	
18-24	4	18-24	9
25-30	6	25-30	14
31-64	87	31-64	111
65 et plus	7	65 et plus	21
Statut social		**Statut social**	
Seul(e)	82	Seul(e)	84
Monoparental(e)	13	Monoparental(e)	47
Famille	4	Famille	13
Couple	5	Couple	11

Poursuite du projet de stabilité résidentielle avec accompagnement en collaboration avec le CISSSME et le CISSSMC

Cette année a été marquée par la poursuite de ce projet en collaboration avec les deux CISSS.

Nous avons donc participé aux rencontres visant à poursuivre l'amélioration de nos collaborations dans ce projet de façon à optimiser l'impact de celui-ci sur la population en instabilité résidentielle. En ce qui nous concerne, ce projet nous a permis de prioriser et mieux desservir la clientèle référée par les différents secteurs et établissements des CISSS, et ce, en collaboration étroite avec leurs équipes. On peut solidement affirmer que ce projet donne d'excellents résultats et vient bonifier l'offre de services existants dans la lutte contre l'itinérance et l'instabilité résidentielle.

En un mot, l'excellente collaboration avec les CISSS se poursuit encore cette année.

Statistiques projet SRA-Provincial

Rapport de Avril 2019 à Mars 2023

STATISTIQUES
Avril 2022 à Mars 2023

ACCOMPAGNEMENT TOTAL : 59

CISSS de la Montérégie-Centre
Hôpital Charles-Lemoyne : 16
Clinique externe de psychiatrie : 11
CLSC Samuel-de-Champlain : 4
CLSC Saint-Hubert : 3
Maison Brodeur : 1
GMF-U Charles-Lemoyne : 4

CISSS de la Montérégie-Est
Hôpital Pierre-Boucher : 3
Équipe de proximité : 3
L'Accès : 1
CLSC des Seigneuries : 1
CLSC Longueuil Ouest : 1
CLSC Simone-Monet-Chartrand : 5
Guichet d'accès : -
Clinique Pierre-Boucher : -
DPJ : 4

Équipe SRA-Provincial : -
811 info-psychosocial : 2

CUMULATIF TOTAL DU PROJET
Avril 2019 à Mars 2023

ACCOMPAGNEMENT TOTAL : 243

CISSS de la Montérégie-Centre
Hôpital Charles-Lemoyne : 110
Clinique externe de psychiatrie : 11
CLSC Samuel-de-Champlain : 24
CLSC Saint-Hubert : 7
Maison Brodeur : 2
GMF-U Charles-Lemoyne : 4

CISSS de la Montérégie-Est
Hôpital Pierre-Boucher : 31
Équipe de proximité : 5
L'Accès : 6
CLSC des Seigneuries : 3
CLSC Longueuil Ouest : 8
CLSC Simone-Monet-Chartrand : 20
Guichet d'accès : 1
Clinique Pierre-Boucher : 1
DPJ : 4

Équipe SRA-Provincial : 4
811 info-psychosocial : 2

LOGEMENTS TROUVÉS TOTAUX : 33

CISSS de la Montérégie-Centre
Hôpital Charles-Lemoyne : 9
CLSC Samuel-de-Champlain : 2
CLSC Saint-Hubert : 1
Clinique externe de psychiatrie : 6
GMF-U Charles-Lemoyne : 3

CISSS de la Montérégie-Est
Hôpital Pierre-Boucher : 1
Équipe de proximité : 2
CLSC Simone-Monet-Chartrand : 3
L'Accès : -
CLSC Longueuil Ouest : 1
CLSC des Seigneuries : 2
Guichet d'accès : -
DPJ : 2

Équipe SRA-Provincial : -
811 info-psychosocial : 1

TOTAL DES INTERVENTIONS

Téléphoniques : 1472
En personne : 152

SEXE

Femmes : 27
Hommes : 32

GROUPE D'ÂGE

18 – 24 : 3
25 – 30 : 8
31 – 64 : 43
65 et + : 5

STATUT SOCIAL

Seul(e) : 46
Monoparental(e) : 10
Famille : 2
Couple : 1

LOGEMENTS TROUVÉS TOTAUX : 158

CISSS de la Montérégie-Centre
Hôpital Charles-Lemoyne : 73
CLSC Samuel-de-Champlain : 13
CLSC Saint-Hubert : 4
Clinique externe de psychiatrie : 6
GMF-U Charles-Lemoyne : 3

CISSS de la Montérégie-Est
Hôpital Pierre-Boucher : 22
Équipe de proximité : 3
CLSC Simone-Monet-Chartrand : 14
L'Accès : 4
CLSC Longueuil Ouest : 5
CLSC des Seigneuries : 3
Guichet d'accès : 1
DPJ : 2

Équipe SRA-Provincial : 4
811 info-psychosocial : 1

TOTAL DES INTERVENTIONS

Téléphoniques : 6107
En personne : 408

SEXE

Femmes : 97
Hommes : 146

GROUPE D'ÂGE

18 – 24 : 14
25 – 30 : 46
30 – 64 : 166
65 et + : 17

STATUT SOCIAL

Seul(e) : 200
Monoparental(e) : 28
Famille : 10
Couple : 5

Projet Plan d'Action Interministériel en Itinérance (PAII)

Enfin un projet à la hauteur des besoins actuels. Il faut dire que ce projet nous apporte des ressources financières indispensables pour nous permettre de faire face aux défis actuels de la crise du logement.

Nous avons, pour la première fois dans notre histoire, des fonds dédiés au soutien matériel des personnes accompagnées. Bref, nous pouvons fournir en partie quelques meubles indispensables (lit, électroménagers, etc.). Il y a aussi dans ce programme un certain nombre de PSL, soit le programme de soutien au logement, qui subventionne une partie des coûts des logements. Il était temps car les besoins sont énormes.

Voici donc les statistiques en lien avec ce projet et les deux intervenantes qui y travaillent.

Statistiques PAII

Rapport du 1er Avril 2022 au 31 mars 2023

CUMULATIF TOTAL DU PROJET
Avril 2022 à Mars 2023

NOMBRE D'ACCOMPAGNEMENT TOTAL : 120

CISSS de la Montérégie-Centre
Hôpital Charles-Lemoyne : 16
Centre de réadaptation St-Lambert : 1
Clinique externe de psychiatrie : 4
CLSC Samuel-de-Champlain : 22
CLSC Saint-Hubert : 16
Équipe de proximité : 1
GMF Charles-Lemoyne : 2

CISSS de la Montérégie-Est
Hôpital Pierre-Boucher : 7
Clinique externe Pierre-Boucher : 2
DPJ : 6
Équipe de proximité : 3
L'Accès : 6
CLSC Longueuil-Ouest : 11
CLSC Simone-Monet-Chartrand : 12
CLSC des Seigneuries : 2

Info-Social 811 : 6
GMF Lapinière : 3

PERSONNES AYANT UN PSL QUI SONT TOUJOURS À LA RECHERCHE D'UN LOGEMENT : 6

LOGEMENTS TROUVÉS TOTAUX : 58
Régulier : 54
Avec PSL : 4

CISSS de la Montérégie-Centre
Hôpital Charles-Lemoyne : 9
CLSC Samuel-de-Champlain : 11
CLSC Saint-Hubert : 9
GMF Charles-Lemoyne : 1

CISSS de la Montérégie-Est
Hôpital Pierre-Boucher : 4
Clinique externe Pierre-Boucher : 1
CLSC Longueuil-Ouest : 5
CLSC Simone-Monet-Chartrand : 5
CLSC des Seigneuries : 1
DPJ : 2
Équipe de proximité : 3
L'Accès : 4

Info-Social 811 : 1
GMF Lapinière : 2

TOTAL DES INTERVENTIONS

Téléphoniques : 1996
En personne : 209

SEXE

Femmes : 59
Hommes : 61

GROUPE D'ÂGE

18 – 24 : 7
25 – 30 : 9
31 – 64 : 82
65 et + : 22

STATUT SOCIAL

Seul(e) : 82
Monoparental(e) : 17
Famille : 16
Couple : 5

Projet « Mesure d'urgence et insalubrité »

Cette année, bien que nous n'ayons pas eu un financement spécifiquement dédié à ce projet, nous avons quand même poursuivi nos actions.

Nous avons continué de participer au comité de gestion de la crise du logement dans lequel nous avons fait valoir l'importance d'avoir des mesures d'urgence à l'année.

Nous avons aussi poursuivi notre participation au comité multidisciplinaire et multisectoriel en matière d'insalubrité pour le territoire de la Ville de Longueuil.

Voici donc quelques statistiques et données de nos accompagnements de type « mesure d'urgence » pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023.

Statistiques « Mesure d'urgence »
Sinistrées et évacuées

Nombre d'accompagnements : 47			
Intervention Téléphonique	1099	**Intervention en personne**	80

TYPE DE SINISTRE			
Bâtiment non-conforme	3	**Feu**	12
Crise du logement	18	**Impropre à l'habitation**	3
Dégât d'eau	7	**Infestation**	2
Diogène	1	**Travaux majeurs**	1

SECTEUR			
Brossard	9	**Longueuil**	27
Greenfield Park	1	**St-Hubert**	6
Lemoyne	4		

PERSONNE AU TOTAL					
Adulte		64	**Enfant**		56
ÂGE					
0 à 5 ans	20	**18 à 24 ans**	3	**45 à 54 ans**	11
6 à 10 ans	22	**25 à 34 ans**	15	**55 à 64 ans**	8
11 à 17 ans	15	**35 à 44 ans**	19	**65 ans et +**	7

PERSONNE AYANT FAIT LA DEMANDE		STATUT SOCIAL	
Femme	31	**Seul(e)**	21
		Monoparental(e)	14
Homme	16	**Famille**	11
		Couple	1

RÉFÉRENCES			
Ancien dossier	1	**DPJ**	1
Carrefour pour elle	1	**Entraide chez nous**	2
Citoyen	8	**Hôpital Charles-Lemoyne**	1
CLSC des Seigneuries	1	**OH de Longueuil**	3
CLSC Saint-Hubert	1	**Relais**	1
CLSC Samuel-de-Champlain	1	**Ville de Brossard**	3
CLSC Simonne-Monet-Chartrand	1	**Ville de Longueuil**	14
Croix-Rouge	3	**311**	5

Revenons maintenant aux autres priorités de notre plan d'action 2022-2023.

❑ PROMOTION DU LOGEMENT SOCIAL, UN DÉTERMINANT DE SANTÉ POUR LES PERSONNES AYANT DES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE

Cette année, nous avons poursuivi notre participation aux concertations locales, régionales et nationales, visant le développement de logements sociaux et suivi les dossiers politiques via le FRAPRU et le Réseau Solidarité Itinérance du Québec. Tous nous avons maintenu une pression sur nos gouvernements, mais malheureusement, la réponse fut bien faible. Les programmes existants demeurent totalement insuffisants et la situation du logement continue de se détériorer.

Nous avons poursuivi notre collaboration avec Habitations Communautaires Longueuil, particulièrement pour favoriser l'accès et le maintien harmonieux dans leurs complexes de logements sociaux.

❖ PROJET FQIS : CONSTRUIRE LA STABILITÉ RÉSIDENTIELLE ET LE MAINTIEN HARMONIEUX EN LOGEMENT

Obtenir un logement social ou communautaire c'est bien, mais le conserver c'est encore mieux.

Notre projet vise à éviter que les personnes ayant eu la chance d'avoir accès à un logement social ou communautaire le perdent pour différentes raisons. Notre objectif étant d'offrir un suivi personnalisé à ces personnes et de développer différents outils visant ce même objectif.

Nous avons également poursuivi nos suivis des personnes ayant eu accès à des logements subventionnés et/ou communautaires. Plus que jamais, nos interventions visant à s'assurer du maintien harmonieux en logement sont fondamentales en cette période de détérioration du marché locatif.

Nous avons aussi continué notre collaboration avec Habitations Communautaires Longueuil.

Par ailleurs, nous avons manqué de temps pour finaliser nos outils de sensibilisation et de formation pour les locataires, visant le développement de compétences et stratégies communicationnelles pour améliorer les relations avec les propriétaires ou locataires voisins.

CONCLUSION

En conclusion, 2022-2023 a été une année très chargée avec une situation du logement qui se complexifie d'année en année.

On retrouve maintenant de plus en plus de personnes qui, non seulement ont des difficultés à se payer un logement, mais en plus arrive à nos portes en famille et avec à peu près aucun meuble. Bref, pas de logement et rien pour en meubler un éventuellement.

Malheureusement, on n'est pas près de voir une accalmie dans ce dossier.

J'en profite pour souligner encore une fois le fastidieux travail de notre équipe qui est confronté à cette dure réalité et qui doit quand même demeurer des semeuses d'espoir et des créatrices de possibilités.

Merci et chapeau à toute l'équipe, aux membres et partenaires de notre organisme. Je veux aussi remercier les bailleurs de fonds. Vous êtes indispensables à notre mission.

Mon dernier mot va aux personnes qui sollicitent notre soutien. Soyez assuré que nous ne vous laisseront jamais tomber et que nous continuerons de dénoncer cette situation inacceptable de la crise du logement qui perdure.

Bon courage et merci à tous,

André Bilodeau
Directeur

5. L'accompagnement au *Réseau d'Habitations Chez Soi*

Demeurer dans un habitat adéquat est un droit légitime pour quiconque. Aussi, faut-il prendre les bons moyens pour y accéder.

Pour les personnes vivant des problèmes de santé mentale ou à risque d'itinérance, le *Réseau d'Habitations Chez Soi* est un outil important dans la quête d'un habitat adéquat. La mission de l'organisme étant de permettre à ces gens de vivre dans un habitat adéquat et sécuritaire en plus d'avoir accès à un soutien approprié pour améliorer leur qualité de vie, il va sans dire que les différentes actions sont posées en ce sens au sein de l'organisme.

L'évaluation et l'analyse des besoins de la personne

L'activité principale de l'équipe est l'accompagnement des personnes dans leur démarche de recherche d'un habitat adéquat. Référées entre autres par les organismes du milieu, les hôpitaux, l'OMH de Longueuil, les CLSC ou encore par des pairs, ces personnes connaissent diverses situations : sans domicile fixe, évincée d'un logement, habitant une ressource de type familiale ou une maison de chambre, à l'hôpital depuis 3 mois, etc. Toutes ont leurs petites histoires.

Et toutes aspirent à un habitat adéquat. Ce sera parfois un nouveau logement, une chambre, une chambre et pension ou un logement partagé. Pourquoi pas le même logement? La première tâche de l'intervenante sera de bien cerner les besoins de la personne en matière d'habitat. Il faudra tenir compte de son budget, de ses possibilités, de son degré d'autonomie, de ses ressources. Il faudra aussi considérer ses préférences, ses désirs.

L'intervenante fera alors l'évaluation et l'analyse de la situation afin d'aider la personne dans sa démarche vers un chez-soi adéquat.

L'éducation

Dans un objectif d'appropriation du pouvoir, l'approche des intervenantes auprès des personnes accompagnées se veut éducative. Par exemple, dès la première rencontre, des sujets tels la crise du logement et le coût des loyers sont abordés. L'accompagnement devient ici un moyen efficace pour mieux connaître le contexte. Durant l'entrevue, la personne a l'occasion de discuter de ses expériences antérieures, et peut ainsi prendre conscience de ce qui a plus ou moins bien fonctionné, auparavant. À son tour, l'intervenante donne les conseils importants pour les appels, la visite de logements, en s'appuyant d'outils pratiques. Bien préparé, le futur locataire est donc moins démuni lors de ses prochaines visites. Dans une même approche d'appropriation du pouvoir, la personne est encouragée à effectuer des recherches et à en faire part à l'intervenante.

De plus, un loyer devant faire partie du budget, l'intervenante voit avec la personne qu'elle accompagne les capacités de payer de celle-ci. C'est alors l'occasion de mesurer l'aisance de fonctionner avec un budget, aussi simple soit-il. L'occasion aussi d'en enseigner les simples rudiments.

L'éducation populaire ne se termine pas ici puisqu'au cours de l'accompagnement tout se prête à ce type d'activité : les relations avec le propriétaire et les voisins, l'entretien du logement, les règlements...

Cette approche aura pour effet d'engager la personne dans sa démarche.

La visite des habitats adéquats

Trouver un chez-soi adéquat est le but ultime de la démarche. Lors de l'évaluation de la demande, la personne aura pris le temps de bien exprimer ses besoins et ses préférences. Ainsi, la recherche sera orientée en fonction de cette réflexion. La présence de l'intervenante lors des visites, selon les témoignages, donne plus d'assurance et aide à bien cerner tous les détails de l'habitat visité. Le lien avec le locateur s'avère plus facile pour certains. On apprécie bien sûr l'aspect pratique : l'accès à un transport. Pour plusieurs personnes, les distances devenant des obstacles insurmontables, ce support technique est remarqué. Quelques personnes, quant à elles, manifestent le désir d'effectuer seules leurs visites. L'accompagnement s'adapte donc aux besoins et au degré d'autonomie de la personne.

Si le soutien de l'intervenante est apprécié lors des visites, il l'est d'autant plus lorsque vient le moment de la signature du bail.

La recherche des différents habitats

La recherche s'effectue de multiples façons. Celle orientée vers le marché privé consiste tout d'abord à faire un tri parmi les petites annonces des hebdos de la région. Les quartiers sont aussi régulièrement visités afin d'y dénicher les annonces « À louer ». Les autres habitats (appartements ou chambres et pensions) proviennent d'édifices appartenant à quelques propriétaires collaborateurs qui ont compris les avantages à travailler avec un organisme comme le *Réseau d'Habitations Chez Soi.*

Quant aux autres habitats, il y a aussi le logement social. Chaque personne est effectivement accompagnée vers l'Office municipal d'habitation. Elle peut ainsi y faire sa demande de HLM. L'accès à quelques projets d'habitation ayant émergé depuis quelques années permet une plus grande variété d'habitats.

Le suivi pour un maintien harmonieux en logement

Accéder à un habitat adéquat est l'objectif. Y demeurer c'est le défi. Voilà pourquoi l'accompagnement ne se termine pas lorsque le logement est trouvé. Le mandat de l'organisme est aussi de s'assurer que la personne connaîtra une expérience positive. Dès la première rencontre, l'intervenante a remis à la personne un bottin de ressources dans lequel se retrouvent les coordonnées des organismes nécessaires à un bien-être : dépannage alimentaire, meubles usagés, groupes d'entraide, CLSC, centre de crise, etc. On verra fréquemment l'intervenante aller présenter un organisme à une personne dans le besoin.

L'intervenante adapte son support à chaque personne. L'évaluation permet habituellement de mesurer si l'une d'elles nécessite un suivi communautaire. La référence est alors effectuée.

Sans être un suivi intensif, la personne a la possibilité de rester en contact avec l'intervenante et l'organisme. Ainsi pour des questions ou des besoins ponctuels en matière de logement, le *Réseau d'Habitations Chez Soi* devient la référence pour les personnes qui ont un jour été accompagnées.

Réseau d'Habitations Chez Soi

6. Statistiques du 1er avril 2022 au 31 mars 2023

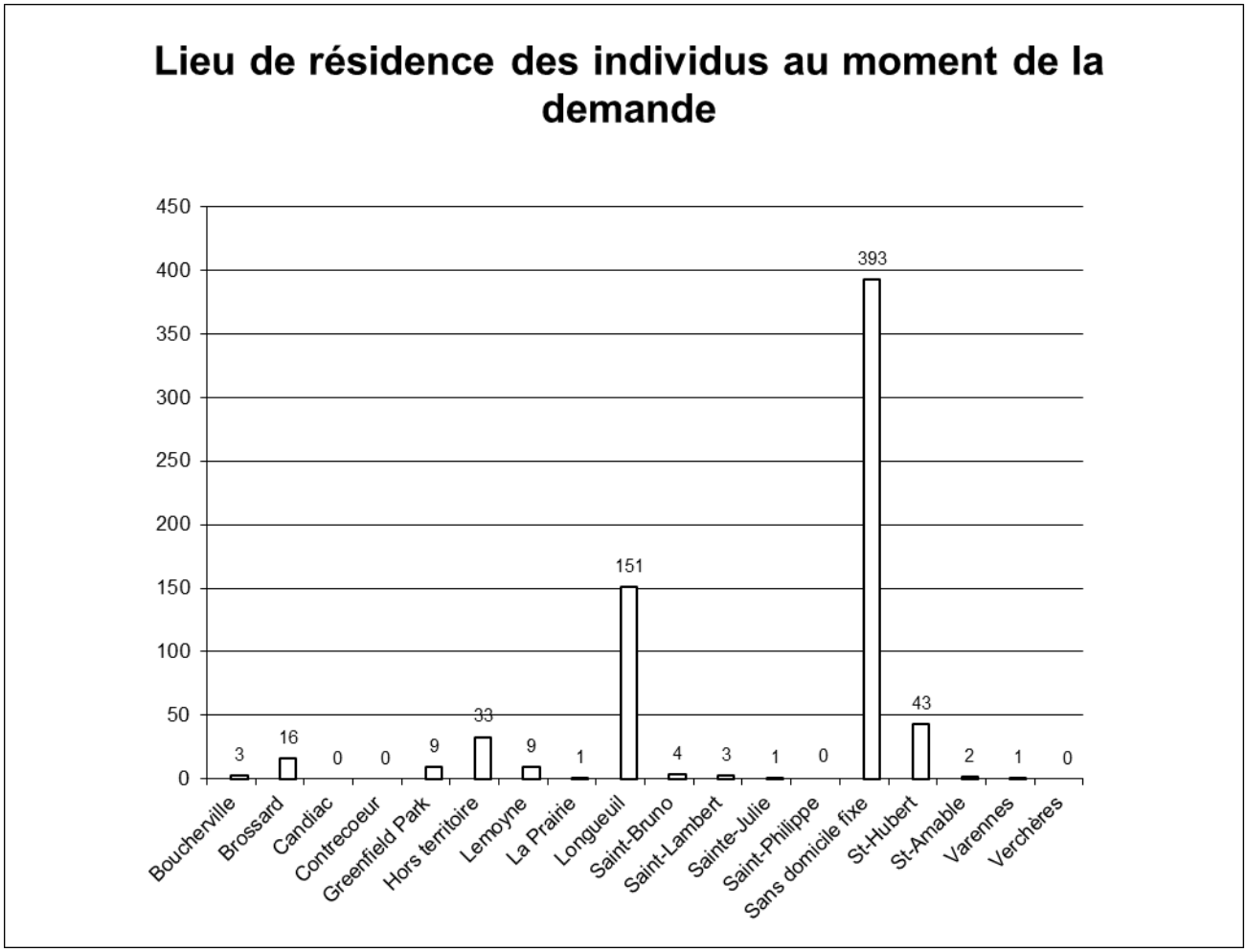
6.1 Portrait des demandes

Parmi les 669 demandes, nous avons effectué 600 nouveaux accompagnements avec 587 personnes soit 309 femmes et 278 hommes

Un des objectifs principaux de ce portrait est d'identifier notre rayonnement territorial ainsi que la concentration des besoins dans certains secteurs.

Âge et statut des nouveaux accompagnements

18 - 24 :	30	Seul :	385
25 - 34 :	102	Monoparental :	126
35 - 44 :	145	Famille :	62
45 - 54 :	119	En couple :	27
55 - 64 :	115		
65 et + :	89		



N.B.: La différence entre le nombre de demandes et les accompagnements s'explique par diverses raisons. Certaines personnes ont réussi à trouver un logement avant l'évaluation, d'autres ont été dirigées vers différentes solutions potentielles visant le maintien ou une relocalisation, et d'autres n'ont pas donné suite à leur demande.

RÉSEAU D'HABITATIONS CHEZ SOI

Statistiques au 31 mars 2023

6.2 STATUT DES ACCOMPAGNEMENTS

Définitions :

Actifs en recherche : La personne accompagnée est supportée dans la recherche d'un habitat adéquat. Exemple : Logement plus grand, plus petit, de meilleure qualité ou encore dans un quartier répondant mieux à ses besoins.

Actifs en suivi : La personne reçoit le soutien de nos intervenant(e)s de façon à assurer un maintien harmonieux en logement ou encore à éviter la perte de son logement en intervenant auprès de son propriétaire. Ce soutien se fait en collaboration avec les intervenant(e)s gravitant autour de la personne lorsque celle-ci a déjà un suivi dans la communauté, ce qui n'est pas toujours le cas.

Dossier en suspens : L'accompagnement, c'est-à-dire la recherche ou le suivi, peut être suspendu pour diverses raisons. (perte de contact, hospitalisation à long terme, etc.)

Dossier fermé : Nous utilisons ce terme principalement lorsque la personne est bien établie dans son nouvel environnement et que le soutien de notre équipe n'est plus requis, soit parce que la personne fait preuve d'une bonne autonomie ou encore parce qu'elle a un suivi d'un autre service. Il arrive occasionnellement que le dossier soit fermé suite à une perte de contact à long terme avec la personne.

ACCOMPAGNEMENTS

DOSSIERS ACTIFS TOTAUX	ACTIFS EN RECHERCHE	ACTIFS EN SUIVI	DOSSIERS EN SUSPENS	DOSSIERS FERMÉS
400	73	327	66	485

N.B. Au 1er avril 2022, nous avons débuté l'année avec 351 dossiers :

- 65 en recherche
- 243 en suivi
- 43 en suspens

Logements trouvés 1 avril 2022 au 31 mars 2023
400

TYPE DE LOGEMENTS TROUVÉS								
PRIVÉS								
1½	2½	3½	4½	5½	6½	Maison	Chambre	Chambre & pension
15	19	79	79	42	1	11	89	8

COMMUNAUTAIRES						
HLM	PSL	PSL santé et UI	Supervisé	COOP	OBNLH	
					Subventionné	Non-subventionné
12	23	5	7	1	6	3

Références

SOURCES	NOMBRE
Accès (L')	10
ACEF	1
Affiche extérieure	1
Agent de probation	2
Aire Ouverte	1
Ancien dossier	41
APAMM – RS	1
Association Québécoise des traumatisés crâniens	2
Carrefour le Moutier	1
Carrefour pour elle	38
CAVAC	3
Centre communautaire des aînés et aînées de Longueuil	1
Centre d'action bénévole les p'tits bonheurs	3
Centre de formation professionnelle Charlotte-Tassé	1
Centre de formation professionnelle Pierre-Dupuy	1
Centre montérégien de réadaptation	1
Citoyen	115
Clinique médicale Azur	1
Clinique De Psychiatrie St Leo	1
Clinique externe Pierre-Boucher	3
Clinique externe psychiatrie Hôpital Charles-Lemoyne	14
C.L.S.C. des Patriotes	1
C.L.S.C. Longueuil Ouest	16
C.L.S.C. Saint-Hubert	19
C.L.S.C. Samuel de Champlain	25
C.L.S.C. Simonne Monet Chartrand	26
C.L.S.C. Seigneuries	5
C.L.S.C. Trois-Rivières	1
Comité Logement Montérégie	1
Comité Logement Rive-Sud	9
Collège Marie-Victorin	1
Croix-Rouge	2
Curateur public	1
Député	4
DPJ	14
D'un couvert à l'autre	1
Entraide Chez Nous	4
Équipe de proximité CISSS Montérégie-Centre	3
Equipe de proximité CISSS Montérégie-Est	9
Espoir	8
FROHME	1
GMF Charles-Lemoyne	4
GMF 3090	1
GMF Lapinière	4
Habitations Paul-Pratt	3

SOURCES	NOMBRE
Hébergement la Casa Bernard-Hubert	9
Hôpital Anna-Laberge	1
Hôpital Charles-Lemoyne	35
Hôpital Charles-Lemoyne – Programme PEP	4
Hôpital Pierre-Boucher	11
Internet	21
L'Abri de la Rive-Sud	6
L'Antre-Temps	4
L'Avant-Toit	1
La Chaumière	1
La Clé sur la Porte	1
La Croisée de Longueuil	2
La Halte du coin	19
La Maison du Pharillon	1
La Maisonnée	1
La Passerelle	1
La Re-Source	2
Le 2159	4
L'Entre-Deux	2
Le Relais	5
Ligne 211	12
Ligne 311	12
Ligne 811	3
Macadam Sud	3
Maison Brodeur	1
Maison Chez Lise	1
Maison de la paix	2
Maison internationale de la Rive-Sud	2
Mille et une rues	2
Le Repas du passant	2
La Mosaïque	1
Maison Joins-Toi	1
Maison Vivre	1
Medi-Soleil	1
Office d'Habitation de Longueuil	25
Office Municipal d'Habitation Marguerite-d'Youville	1
Office Municipal d'Habitation Roussillon	1
Pavillon Foster	4
Pavillon Marguerite de Champlain	6
Place à l'emploi	2
Police de Longueuil	1
Policier RESO	4
Services IMTM	1
Services Québec	1

SOURCES	NOMBRE
SIV – Hôpital Pierre-Boucher	1
Société d'Habitation du Québec	1
Travailleur de milieu St-Bruno-de-Montarville	1
Villa Medica	2
Ville de Brossard	3
Ville de Longueuil	31
Ville de St-Amable	1
Virage	3

Total : 669

RÉSEAU D'HABITATIONS CHEZ SOI

Statistiques au 31 mars 2023

6.3 ÉVALUATION DES APPELS REÇUS

DATE	TOTAUX	SEXE		RAISON DE L'APPEL			
				SERVICES			
		F	M	Information	Demande	Suivi	Divers
Avril	738	408	330	54	60	624	-
Mai	993	635	358	83	64	844	2
Juin	967	583	384	85	50	832	-
Juillet	849	559	290	84	46	719	-
Août	827	489	338	98	54	675	-
Septembre	964	589	375	75	69	820	-
Octobre	959	574	385	69	53	837	-
Novembre	795	442	353	63	54	676	2
Décembre	550	342	208	48	43	459	-
Janvier	682	386	296	75	50	557	-
Février	948	515	433	87	62	799	-
Mars	1042	597	445	96	64	882	-
CUMULATIF	***10314***	***6119***	***4195***	***917***	***669***	***8724***	***4***

L'évaluation de nos appels reçus nous permet d'avoir un portrait organisationnel global de ce pour quoi les gens nous contactent.

On y constate 917 appels pour des informations concernant nos services, mais également, les services existant sur le territoire. Ces appels d'informations deviennent parfois de véritables interventions d'urgence auprès de personnes désespérées de trouver une solution à leur problème de logement. Heureusement, les informations données ainsi que les pistes de solution présentées réussissent parfois à dénouer les impasses dans lesquelles se retrouvent ces personnes. Bref, bien que non compilés comme des demandes, cela mène souvent à des solutions à leur problème de logement. Ce qui confirme notre rôle au niveau de l'info-référence des différents services nécessaires au maintien dans la communauté.

NOS AFFILIATIONS

- Coalition pour le droit au logement de l'Agglomération de Longueuil
- Corporation de développement communautaire de l'agglomération de Longueuil **(C.D.C.A.L.)**
- Développement social Saint-Hubert (**D.S.S.H.**)
- Développement social Vieux-Longueuil (**D.S.V.L.**)
- Front d'action populaire en réaménagement urbain **(F.R.A.P.R.U.)**
- Regroupement des Ressources Alternatives en Santé Mentale du Québec **(R.R.A.S.M.Q.)**
- Réseau Solidarité Itinérance du Québec **(R.S.I.Q.)**
- Table régionale des organismes communautaires et bénévoles de la Montérégie **(T.R.O.C.-M.)**
- Table Itinérance Rive-Sud **(T.I.R.S.)**
- Table de concertation en santé mentale de la Rive-Sud

Nous tenons à remercier Martin Gratton pour la création de notre logo.

BIPED info@bipedcom.com